

EUROPE INFO HEBDO



LAMPEDUSA - ELARGISSEMENTS - HYDROGÈNE VERT

Cette semaine se place sous le signe de l'espoir. L'espoir démesuré d'une vie meilleure malgré des conditions sécuritaires et sanitaires dégradées à Lampedusa. L'espoir lointain d'éradiquer la pollution plastique océanique. L'espoir aveugle dans les potentialités que pourraient offrir l'hydrogène comme nouvelle source d'énergie décarbonée. L'espoir étioilé d'un élargissement de l'Union et de la libre circulation des personnes à l'heure de déterminer quelle est la plus urgente des urgences.

Bonne lecture,

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et
Carla BOYER.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

ESPAGNE, CATALAN CATALANTE

L'Europe est une communauté politique. Dans l'Union, les questions nationales ne le restent jamais longtemps et certains problèmes politiques intérieurs peuvent trouver leur dénouement en passant par Bruxelles. C'est particulièrement le cas du Premier ministre Pedro Sanchez depuis la réussite de son pari électoral (cf. EIH précédente). La route pour son maintien à la tête de l'exécutif le place dans les mains de Carles Puigdemont, ancien Président de la Catalogne, député européen élu en 2019 - et "exilé politique", interdit de retour en Espagne tant que les poursuites pour avoir organisé un référendum interdit pour l'indépendance ne sont pas abandonnées.

- Depuis le mois de juillet, Pedro Sanchez cherche des alliés pour former un gouvernement
 - Ce sont les 7 députés du Congreso de son parti "Unis pour la Catalogne" qui tiennent les clés d'une potentielle investiture pour Sanchez.
 - Parmi les conditions posées au Premier Ministre socialiste, se trouve la reconnaissance du Catalan comme langues officielles des institutions de l'UE.
 - La reconnaissance des autres langues régionales du Royaume y compris.
 - Le multilinguisme fait partie des principes démocratiques reconnus officiellement et mis en œuvre par l'UE, inscrits dans les traités (art. 55).
 - C'est d'ailleurs aussi l'une des raisons pour lesquelles l'anglais est resté une langue officielle malgré le Brexit (l'Irlande ayant officiellement fait adopter le gaélique irlandais comme langue nationale).
 - Le Congreso de diputados a récemment accepté l'utilisation de ces trois langues co-officielles dans ses institutions, par le biais d'une résolution.
 - Cette décision a été saluée par les partis de gauche et les formations nationalistes régionales et fortement critiquée par les partis de droite.
 - Tout particulièrement par l'extrême-droite Vox, dont le nationalisme unitaire est présenté comme étant né de la réaction au nationalisme catalan.
- L'Espagne, par le biais de ses représentants, a donc demandé que ces langues deviennent des langues officielles de l'UE
 - Les 26 autres ne se sont pas encore prononcés et ont reporté le débat.
 - Il est encore trop tôt pour prendre une décision, les ministres des affaires européennes craindraient un effet domino, avec d'autres langues régionales.
 - Madrid fait valoir que le Catalan n'est pas une langue minoritaire, vu qu'elle est parlée par plus de 10 millions de personnes.
 - Ce qui est plus que beaucoup de langues officielles européennes.
 - L'Espagne se propose en outre de prendre en charge les coûts supplémentaires.
 - En effet, cela impliquerait la traduction de tous les documents de l'UE (traités, communiqués...) et la mise à disposition de traducteurs et d'interprètes catalans.
 - Alors qu'aucun autre Etat membre n'a fait usage de son droit de veto à cette proposition, P. Sanchez peut espérer emporter cette décision européenne aux conséquences nationales.
 - Ce qui peut être un beau symbole pour clôturer la présidence espagnole du Conseil de l'UE.
- Loin de se contenter de cette victoire, les nationalistes catalans réclament une loi d'amnistie pour les personnes impliquées dans le référendum illégal lié à la déclaration d'indépendance de la Catalogne, le 1er octobre 2017
 - Les prisonniers avaient déjà été graciés par le chef du gouvernement en 2021, mais partiellement - ils restent sous la menace d'annulation en cas de délit.
 - Une amnistie changerait la donne juridique et politique.
 - Bien entendu, les partis de droite s'opposent à toute amnistie.

Et voilà la Catalogne au centre du jeu politique européen



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

SCHENGEN LIBRE CIRCULATION ZWI - SCHEN

Après y avoir déjà opposé son veto en décembre 2022, l'Autriche ne semble toujours pas disposée à lever son objection à l'élargissement à la Bulgarie et la Roumanie de l'espace Schengen de libre circulation. Soutenu sans réserve par le Parlement européen, défendu par la Commission européenne et dans un appel récent par la Présidente de la Commission, cet élargissement se heurte cependant aux doutes de certains pays des capacités de la Bulgarie et la Roumanie de "tenir la frontière extérieure" de l'UE.



- C'est particulièrement le cas de l'Autriche, dont le gouvernement conservateur (allié aux Verts) s'inquiète régulièrement des afflux de réfugiés illégaux passés par d'autres Etats de l'UE, le long de la route dite "des Balkans".
 - Bucarest a officiellement menacé Vienne de poursuites en cas d'obstruction prolongée.
- Par ailleurs, la Commission européenne a procédé à la levée formelle du "mécanisme de vérification de l'Etat de droit" pour les deux pays.
 - Autrement dit, la Commission estime que Bucarest et Sofia ont accompli les réformes nécessaires pour garantir l'indépendance de leurs systèmes judiciaires et la robustesse de leurs Etats de droit dans la lutte contre la corruption.
 - Les deux pays cessent d'être sous régime spécial mais restent évidemment soumis au rapport annuel de la Commission sur l'état de droit dans l'UE.

- Malheureusement, ce maintien de la position autrichienne, en plein retour de tensions autour des questions migratoires (voir plus bas et EIH précédentes) souligne la méfiance qui subsiste toujours à l'égard de ces anciennes autocraties communistes.
 - On les appelle encore souvent "nouveaux membres", alors qu'ils fêtent leurs 10, 17, et 19 ans d'adhésion à l'UE.
 - Ceci en dit long sur la capacité de nombreux décideurs à se projeter
 - Toutefois, cette incapacité à mettre fin aux mauvaises habitudes n'est pas plus propre à l'Ouest qu'à l'Est.
- Le scandale qui agite en ce moment la Pologne, en pleine campagne électorale cruciale, apporte de l'eau au moulin des sceptiques.
 - Malgré une position affichée de fermeté parfois xénophobe dans son opposition aux migrations, a fortiori extra-européennes, le gouvernement polonais se retrouve empêtré dans une affaire de corruption qualifiée de "plus grand scandale du 21e siècle" par une opposition prompte à récupérer l'affaire.
 - Le vice-ministre des affaires étrangères aurait facilité l'obtention de visas polonais Schengen pour des ressortissants d'Asie centrale, du Golfe ou d'Inde en échange de dessous de table plus ou moins conséquents.



Le gouvernement autrichien et les opposants de tout poil à l'élargissement, voire à l'existence de l'espace Schengen de libre circulation pourront remercier leurs camarades nationalistes polonais de leur donner raison d'être méfiants.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CRISE MIGRATOIRE, DROITS FONDAMENTAUX, INFLUENCE, FRANCIS & CO

La gauche a ses mythes : le Bon Sauvage, le Grand Soir, l'Europe sociale... A droite, un des mythes le plus tenace est celui de "l'immigration contrôlée", voire de l'immigration zéro, vieux slogan de Charles Pasqua. Terrorisées par des images de "vagues migratoires submersives" les sociétés européennes n'arrivent pas à relativiser ni la volonté inexorable de ceux qui n'ont plus rien à perdre que la vie dans leur quête d'un monde meilleur, ni la modestie des chiffres, qui ne paraissent si grands que parce qu'ils sont concentrés sur de petits territoires.

- La petite île italienne de Lampedusa symbolise ce paradoxe : près de 8500 migrants y ont débarqué le mercredi 13 septembre 2023, alors que ses infrastructures d'accueil ne peuvent normalement en accueillir que 400.
- Le pape François en visite d'Etat à Marseille qui enthousiasme les catholiques, appelle à faire preuve d'humanité et à favoriser "l'accueil des migrants".
 - Ceci choque les conservateurs et confusione les catholiques conservateurs.
 - Merci à ce lecteur de nous avoir alertés sur la détresse manifeste de Philippe de Villiers).
 - Nous relèverons que se dire surpris de tels propos témoigne juste d'un suivi peu scrupuleux des positions du souverain pontife à ce sujet.
- La question migratoire complique les relations extérieures et les équilibres internes de l'UE, comme le détaille cet article du Grand Continent.
- La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a proposé le 17 septembre 2023, un plan d'urgence pour aider l'Italie face à la situation migratoire actuelle :
 - accélération de l'aide financière à la Tunisie dont un certain nombre de ces migrants sont originaires ;
 - renforcement de l'agence Frontex afin d'assurer le bon déroulement du processus d'enregistrement et d'indentification des migrants ;
 - cette dernière devra également "étudier les options pour étendre ses missions navales en Méditerranée" ;
 - facilitation du transfert des migrants arrivés à Lampedusa vers l'Italie et d'autres pays européen mais également l'ouverture du dialogue avec les pays tiers en vue de la réadmission de leurs citoyens ;
 - mise en pratique d'opérations de sensibilisation ayant pour finalité de dissuader les traversées de la Méditerranée tout en favorisant les voies légales d'immigration.
- Prise entre ses convictions souverainistes et l'appel à des solutions européennes, la Première ministre italienne se retrouve dans une position inconfortable:
 - Le refus de solidarité de ses partenaires, France, Allemagne, ou Pologne incluses, renforce ses dissensions intérieures et la surenchère xénophobe de son partenaire Matteo Salvini qui a réaffirmé son alliance avec le RN de Marine Le Pen.
 - La potentielle confrontation Rome vs. Berlin entraine Giorgia Meloni à rechercher une implication plus importante des Nations unies par le biais d'investissements économiques, passant par la création d'une banque de de développement en Afrique.
 - Le principe de solidarité de l'Union révèle une nouvelle fois ses fragilités. Alors que l'Italie a accueilli près de 130 000 migrants depuis le début de l'année, les réactions divergent.
 - Le FDP, parti libéral membre de la coalition à Berlin, a déclaré bloquer toute volonté ou tentative de transfert des réfugiés de Lampedusa vers le pays de « l'Outre-Rhin », mettant en tension la solidarité européenne.
 - La Hongrie et la Pologne sont également réfractaires à tout mécanisme de solidarité.
 - Paris promet de « "renforcer la coopération au niveau européen pour trouver des solutions efficaces, immédiates et de plus long terme à cette crise" ».
 - Damien Carême, député européen (FR-Verts/ALE), appelle dans un entretien avec Franceinfo, à une solidarité envers les pays frontaliers au risque de provoquer des drames humanitaires énormes.
- Au cœur de tous ces désaccords, se trouve l'inexistante politique migratoire de l'Union.
 - Les nombreux accords avec des pays tiers (cf. EIH précédentes) mettent l'UE à la merci de dirigeants peu scrupuleux, d'autant plus qu'ils soulèvent des inquiétudes quant au respect des droits fondamentaux.
 - Le Règlement Dublin III, entraînant un système inégalitaire envers les États membres situés aux frontières extérieures de l'Union, est également grande source de critiques.
 - Le pacte immigration en préparation, présenté en septembre 2020, ne semble pas améliorer la situation pour les pays touchés par le « first-entry criterion » ni introduire un mécanisme permettant la relocalisation des migrants et demandeurs d'asile.
 - La réforme est loin d'être acquise et devrait traîner jusqu'en 2024 au moins, sous présidence belge et à la veille des élections européennes.
 - En effet, le caractère « flexible » du « mécanisme de solidarité » prévu par le pacte sur la migration et l'asile n'allège pas la charge pour les pays de première arrivée
- L'Europe dresse les murs de sa forteresse, sans parvenir à empêcher les plus déterminés d'y entrer.
 - N'oublions pas que la plupart d'entre eux ont payé très cher leur voyage : les dessous de table versés aux représentants ouvrant le droit à des passe-droit sont financés par les migrants, eux-mêmes.
 - Les moins fortunés payent leur droit de passage par des procédés bien plus traumatisants
 - A voguer au gré des paniques morales de conservateurs vieillissants et d'opinions publiques chauffées par les éditorialistes populistes, cette absence de politique migratoire européenne, symbolisée par des réactions au coup par coup, n'en a pas fini d'avoir faux sur toute la ligne.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

ELARGISSEMENT, SERBIE, MAISON AVEC DÉPENDANCES

Centrale dans les années 1990 et 2000 puis abandonnée pendant un temps, la politique de l'élargissement de l'Union européenne est revenue sur le devant de la scène depuis la tragique agression de l'Ukraine par la Russie.



- Les politistes T. Chopin et L. Macek proposent dans Agenda Publica une longue analyse où ils estiment notamment que la France aura du mal à accepter à l'entrée de nouveaux Etats au sein de la famille européenne, par peur de perdre son influence.
- Tandis que certains pays espèrent toujours le sésame d'Etat candidat, d'autres patientent sur le seuil, se demandant si c'est vraiment le chemin qu'ils souhaitent suivre.
 - C'est le cas de la Serbie qui semble toujours indécise entre l'UE et la Russie notent certains observateurs
 - Une motivation à entrer dans l'UE qui semble de moins en moins claire avec le temps.
 - Un flou dans les ambitions serbes qui se manifeste avec des manifestations contre l'exécutif au pouvoir et contre les médias accusés d'alimenter la violence.
 - En outre, les conditions jugées indispensables sont loin d'être respectées.
 - Nombreux sont ceux qui mettent en garde sur le respect de l'Etat de droit dans les Etats candidats et potentiellement candidats.

- Le processus d'adhésion à l'UE est long et fastidieux. Certains préconisent ainsi de le modifier et de l'adapter aux situations réelles.
 - Parmi les mesures avancées, il est suggéré de procéder à une intégration graduelle des Etats.
 - Dans leur rapport "Appareiller pour la haute mer", le groupe d'experts franco-allemand propose aussi de changer les processus de décision, avant tout l'élargissement, et d'évoluer vers une Europe à quatre niveaux.
 - Si la démarche est louable, elle n'en est pas moins exempte de critiques (voir cette lecture d'Alberto Alemanno).
 - Une analyse de Bruegel interroge l'efficacité des traités de l'UE.
 - Efficace au moment de leur signature, ils semblent être en décalage avec l'époque actuelle et les nouveaux défis.
- On peut observer plusieurs dynamiques au cœur des institutions européennes concernant l'intégration de nouveaux membres.
 - Lors de son discours sur l'état de l'Union, Ursula Von der Leyen n'a pas exprimé le souhait de réformer les traités, ce qui aurait pu permettre de repenser le processus d'élargissement.
 - Le Conseil économique et social européen décide d'associer des membres de la société civile des Etats candidats à ses travaux.
 - Les objectifs mis en avant par Oliver Röpke sont de faciliter l'intégration progressive de ces Etats, de montrer que des actions concrètes sont mises en place derrière les discours et de permettre d'utiliser ces principes européens au niveau national.



HYDROGÈNE, AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE FATA MORGANA

Pour des Européens désespérés de remplacer l'abondance de l'or noir vital pour leur mode de vie et leur modèle industriel, l'hydrogène ressemble de plus en plus à un or blanc - ou à un mirage. L'économie européenne de l'hydrogène ne progresse que lentement. Malgré un rôle essentiel dans la décarbonation de l'énergie, la demande actuelle en hydrogène semble moins robuste que prévu.



- Cette histoire de poule et d'œuf, entre demande et production d'hydrogène, reste un obstacle : la faible production découle d'une demande insuffisante, mais cette demande insuffisante est liée à la faible production.
- La Commission européenne redouble donc ses efforts pour stimuler le marché de l'hydrogène en augmentant les capacités de financement.
 - L'objectif d'ici à 2030 est de produire 20 millions de tonnes d'hydrogène, sur tout son territoire.
 - Ces initiatives se traduisent en normes, en objectifs contraignants et en règles spécifiques pour les électrolyseurs.
 - Une question cruciale est celle de la décarbonation du transport maritime, qui nécessite l'hydrogène vert.
 - Malheureusement, sur ce front, l'UE semble à la traîne. Bien que des législations existent, elles nécessitent un renforcement.
 - Par ailleurs, l'UE a signé un accord pionnier avec l'Argentine pour augmenter ses importations à la fois de GNL et d'hydrogène vert, soulignant que la transition ne peut pas se passer des fossiles.

- En Europe, c'est l'Espagne qui s'affirme comme leader dans le domaine de l'hydrogène vert.
 - Avec son Plan National Intégré de l'Energie et du Climat (PNIEC), le pays a défini des objectifs ambitieux, notamment en matière d'électrolyseurs.
 - L'Espagne souhaite étendre ces ambitions écologiques au niveau européen.
 - La progression de l'hydrogène vert en Espagne est étroitement liée à l'essor des énergies renouvelables.
 - Selon les prévisions, d'ici 2030, l'Espagne pourrait être l'un des pays où la production d'hydrogène vert coûte le moins cher.
- Les ambitions de l'UE en matière d'hydrogène vert ont déclenché une course parmi les pays en développement, désireux de devenir ses fournisseurs principaux.
 - Cependant, cela pourrait entraîner des problématiques pour leurs populations, qui pourraient faire face à des pénuries énergétiques.



GREEN DEAL

PLASTIQUE, OCÉANS, POLLUTION

LE PLASTIQUE C'EST DRAMATIQUE !

Sous présidence française, le sommet "One Ocean" avait initié une promesse de 4 milliards pour lutter contre la pollution plastique marine. Cependant, le problème reste comme toujours celui du suivi - cela fait au moins 5 ans déjà que "l'UE a déclaré la guerre au plastique". La persistance de la pollution plastique au sein de nos écosystèmes maritimes, perturbe la faune marine, la qualité de l'eau ainsi que l'équilibre des océans, et en fait un problème mondial prédominant.



- Dans ce climat d'urgence, il faut lutter sur tous les fronts.
 - La députée Frédérique Ries (BE-Renew), rapporteure au Parlement européen, travaille sur le sujet depuis la mandature précédente et a présenté ses propositions de compromis sur la réforme des règlements européens sur les emballages
 - Le nœud à démêler se trouve entre l'appui aux solutions recyclables à usage unique et aux solutions de réutilisation.
 - Les enjeux industriels sont énormes, puisque certains Etats membres ont fait le choix de l'une plutôt que l'autre
 - Les représentants d'intérêts bataillent ferme pour éviter de perdre cet arbitrage réglementaire.

- Mandaté par les Nations unies en juin dernier, le ministre péruvien des affaires étrangères, Gustavo Meza-Cuadra a rendu son projet « zero draft » sur le plastique, rendu public le 4 septembre 2023.
 - Ce projet a pour objectif la réduction de la production de plastique.
 - Ce sera aux États de choisir entre la réduction de la production nationale ou la contribution à un engagement mondial.
 - Le principal est la réduction de la production de polymère à l'échelle nationale, et in fine, internationale
 - Les négociations reprendront en novembre 2023, au Kenya
- Toutefois, le cadre reste celui d'un ordre international reposant sur la coopération des Etats souverains et la bonne volonté des parties. Comme pour la lutte contre le dérèglement climatique, la surpêche ou la biodiversité : les intérêts nationaux emportent la décision rendue en dernier ressort.
 - Seule une réglementation emportant des sanctions, sur le modèle de l'UE, permettrait de nourrir de raisonnables espoirs de résultats.

